

Réflexion sur dévaluation du Dinar algérien

Zouleykha Kerzabi

Maître assistante

*Faculté des sciences Economiques,
Commerciales et des Sciences de Gestion
Université de Saida*

Dounia Kerzabi

Maître de conférence

*Faculté des sciences Economiques,
Commerciales et des Sciences de Gestion
Université de Tlemcen*



Résumé :

La réflexion sur la production et l'échange n'a suscité que tardivement un éclairage sur le fonctionnement de la monnaie. Aujourd'hui, celle-ci est au centre des politiques économiques qui la considèrent comme variable active. La monnaie n'est pas une suiveuse de l'activité économique nous, disait A. Henni. C'est ainsi que la dévaluation qui est une action sur la monnaie est avancée comme un moyen pour restructurer une économie. Cependant, si toute dévaluation est une décision dont l'objectif est de diminuer la valeur d'une monnaie, les résultats obtenus restent sujet de controverses.

Pourquoi la valeur du dinar algérien est-elle si insignifiante, en comparaison, avec le Dinar tunisien ou encore avec le Dirham marocain ? L'euro est échangé officiellement contre 12 Dinars algériens, alors que le taux de change sur le marché parallèle dépasse les 170 DA pour 1 Euro.

Mots clés : monnaie, dévaluation, change, inflation

Abstract :

The reflection on the production and the exchange aroused only late a lighting on the functioning of the change. Today, this one is in the center of the economic policies which consider it as active variable. This is the way the devaluation which is an action (share) on the currency(change) is moved forward as a way(means) to restructure an economy. However, if any devaluation is a decision in which the objective is to decrease the value of a currency(change), the contents of the same value remain subject of controversies. Why is the value of the Algerian dinar so insignificant, in comparison, with the Tunisian dinar or still with the Moroccan dirham? The euro is officially exchanged for 12 Algerian dinars, while the exchange rate on the parallel market exceeds (overtakes) 170 DA for one Euro.

Keywords: change, devaluation, exchange, inflation

Introduction

Qu'est ce qui doit guider une politique de change ? Le pragmatisme avant toute chose, et la stabilité monétaire afin d'éviter aux entreprises de prendre de coûteuses précautions pour échapper aux risques de change et leur donner ainsi la possibilité d'utiliser leurs ressources de la meilleure façon qui soit, à savoir l'amélioration de la productivité et de la créativité, et donc de la compétitivité. Cet élément est primordial dans les échanges et nuance les effets prix tant sur les importations que sur les exportations. En effet, en cas de faible élasticité des prix, les volumes échangés restent constants et l'effet volume tant sur les importations que sur les exportations est moindre.

Une idée largement répandue et admise par l'opinion publique serait qu'une monnaie forte est une mauvaise chose pour l'économie et une monnaie faible constitue ce qu'il y a de mieux. Sur le plan théorique, une monnaie nationale se déprécie si la demande n'est pas suffisante. Les discours politiques vantent les avantages des dépréciations monétaires et des dévaluations compétitives. Cependant, cette notion doit inciter à la prudence dans une discipline, l'économie, où il n'existe pas de vérité absolue. La relation entre monnaie et commerce extérieur est plus subtile qu'il n'y paraît.

Avoir une monnaie forte ou faible - c'est-à-dire au-dessus ou en dessous de sa valeur d'équilibre estimée - comporte des avantages et des inconvénients économiques pour les pays concernés. La situation est différemment subie ou souhaitée, selon que l'on est une entreprise qui exporte, un État endetté ou un touriste à l'étranger, un pays industrialisé ou un pays en développement. En Algérie et depuis la crise de paiement des années 1990, les pouvoirs publics avec l'appui du FMI et de la banque mondiale, ont opté pour une succession de dévaluations de la monnaie nationale. L'objectif étant de favoriser une économie productive à même de stimuler les exportations hors hydrocarbures.

Pour les besoins de notre travail, nous présenterons dans une première et deuxième partie les avantages et les inconvénients d'une monnaie forte (I) ainsi que d'une monnaie faible (II), la troisième partie sera réservée à la dévaluation de la monnaie en Algérie.

I. Les avantages et les inconvénients d'une monnaie forte

La notion de monnaie forte a plusieurs sens. Dans la conception la plus fréquente, une monnaie est dite forte lorsqu'elle est surévaluée par rapport au niveau qui assurerait une égalité approximative des prix à l'export et de ceux des pays concurrents. Une monnaie peut également être dite forte si elle s'apprécie régulièrement face aux autres monnaies. Ces deux définitions ne s'excluent pas forcément, mais elles peuvent à l'occasion être contradictoires: une monnaie a d'autant plus de chances de s'apprécier qu'elle est sous-évaluée

I.1. Les avantages d'une monnaie forte

L'appréciation d'une monnaie est à l'origine d'un effet prix sur les importations : le prix relatif des importations baisse. Ce qui a pour conséquence dans un second temps de provoquer un effet volume de hausse des importations. En réduisant les prix relatifs des importations, l'appréciation d'une monnaie peut contribuer à réduire la progression du niveau général des prix. On parle de désinflation importée. Le pouvoir d'achat des ménages résidents s'en trouve amélioré. L'appréciation d'une monnaie peut autant agir sur les taux d'intérêt du marché financier que des taux directeurs fixés par la banque centrale, conséquence du jeu de l'offre et de la demande :

- Concernant les taux d'intérêts du marché financier, les anticipations des agents économiques basées sur la poursuite de l'appréciation de la monnaie et la baisse maintenue de la pression des prix à l'importation vont amener les taux de marché à reculer.

- La Banque centrale oriente généralement les taux directeurs à la baisse dans un contexte de monnaie forte et de tension inflationniste

Le niveau élevé de la devise permet d'acquérir des biens des services relativement moins chers à l'étranger. Les acquisitions étrangères d'un pays doté d'une monnaie forte devraient ainsi s'en trouver renforcées.

I.2. Les inconvénients d'une monnaie forte

Perte de parts de marché : L'effet prix agit également sur les exportations : l'économie ayant une monnaie forte vend relativement plus cher ses produits à l'exportation et sur son marché intérieur qu'un pays à monnaie faible. Il y a donc dégradation de la compétitivité prix face aux concurrents étrangers.

Dans un second temps, l'effet volume intervient. Celui correspond à un ajustement par les quantités de la demande tant intérieure qu'extérieure.

Les ajustements afin de rester compétitif (prix) : Afin de remédier à ces pertes de parts de marchés, les entrepreneurs peuvent être amenés à réduire les marges bénéficiaires.

Recul de la demande intérieure : Sur l'hypothèse d'une réduction des marges bénéficiaires visant à ne pas perdre les parts de marché, les investissements des entreprises peuvent être revus à la baisse, qu'il s'agisse d'investissement de remplacement, de capacité, de modernisation.

Cependant, l'investissement est un moteur essentiel de la croissance économique en augmentant de période en période non seulement la distribution de revenu mais également la diffusion du progrès technique.

II. Les avantages et les inconvénients d'une monnaie faible

Lorsqu'un pays traverse une période économique difficile, le conduisant à devenir moins performant que ses partenaires, il est normal et même légitime de tout mettre en œuvre pour sortir de la crise, et tenter de rétablir l'équilibre économique. Le taux de change constitue, à ce titre, l'un des premiers leviers d'action. Il n'est ni plus ni moins que le prix de la monnaie nationale exprimé en monnaie étrangère, c'est-à-dire le nombre d'unités monétaires étrangères que l'on peut obtenir en échange d'une unité de monnaie nationale. Une monnaie est dite faible lorsqu'elle est sous-évaluée par rapport au niveau qui assurerait une égalité approximative des prix à l'export et de ceux des pays concurrents. Une monnaie peut également être dite faible si elle se déprécie régulièrement face aux autres monnaies.

II.1. Les avantages d'une monnaie faible

Une monnaie faible stimule les exportations et rend les entreprises plus compétitives. Le taux de change rend les prix plus compétitifs, et influe sur les volumes exportés (augmente) et importés (diminue)

En cas de dévaluation en change fixe ou de dépréciation en change flottant, la balance courante d'un pays se détériore immédiatement et ne commence à s'améliorer que quelques mois à un an plus tard. La dévaluation engendre un effet-prix immédiat, les importations sont plus chères, ce qui dégrade la balance commerciale, mais les exportations sont elles moins chères. L'amélioration des exportations par rapport aux importations permet de rééquilibrer la balance commerciale

- Une monnaie faible par contre va sortir son épingle du jeu pour faire venir les touristes. Et dans cette période de crise, les consommateurs cherchent toujours à faire des économies. Leurs budgets vacances à l'étranger sont donc regardés de plus près. Et c'est ainsi que les pays comme le Brésil ou l'Afrique du Sud ont la côte cette année.

Rappelons que les miracles allemand et japonais n'ont été rendu possible que par la dévaluation du mark et du yen sur la période 49-65 pour le premier et jusqu'au milieu des années 80 pour le second.

II.2. Les inconvénients d'une monnaie faible

Le déficit commercial s'accroît, car les prix deviennent plus élevés à l'importation et plus faibles à l'exportation. L'effet "quantité" n'intervient qu'après. Les importations et les exportations ne varient que si elles sont assez élastiques par rapport aux prix. Les exportateurs peuvent profiter de cette dépréciation pour augmenter leur marge

III. La dévaluation en Algérie

Les pays en développement qui contrôlent leurs changes, comme la Chine ou la zone du franc CFA, peuvent être tentés de fixer leur monnaie à une valeur très basse pour développer une stratégie de croissance par les exportations et attirer les investissements étrangers. Le risque est de renchérir le prix des biens qu'ils ne peuvent pas produire - pétrole, matières premières, certains biens alimentaires et manufacturés - et aussi de mettre en péril le remboursement des emprunts contractés en devises. Il semblerait que les pouvoirs publics en Algérie aient choisi cette démarche. Le processus de dévaluation s'est accéléré au courant des années 1990 alors que le dinar en valeur était équivalent au franc Français.

III.1. Evolution de la valeur du Dinar algérien

En 1964, date de création de la monnaie nationale, le dinar algérien était coté à 1 dinar pour 1 franc, et par rapport au dollar 1 dinar pour 5 dollars. Ce n'est que depuis 1974 que les pouvoirs publics décident d'aligner le Dinar algérien sur un panier de 14 monnaies. Une première dévaluation intervient entre 1986/1990 de 4,82 à 12,191 (cours USD/DZD), de 150% suivi d'une seconde dépréciation, de l'ordre de 22% en 1991. Depuis 1986, le Dinar algérien et sous le choc de la baisse des recettes pétrolières, a connu une forte dépréciation, passant de 4,82 à 12,191 (cours USD/DZD), soit une dévaluation de plus de 150%. La seconde dépréciation, de l'ordre de 22%, est intervenue en 1991 sous le contrôle du Fonds monétaire international (FMI). Trois ans plus tard, une nouvelle dévaluation, cette fois-ci de plus de 40% par rapport au dollar américain, est opérée, Cette dévaluation fut fortement recommandée par le FMI et la banque mondiale. L'année 1995 marque, elle, les premiers pas vers une convertibilité commerciale de la monnaie algérienne. Quant à sa convertibilité totale, celle-ci est reportée à plusieurs reprises. Cette réticence des pouvoirs publics devant une convertibilité totale est expliquée selon l'expert Mebtoul par «l'ouverture du compte capital qui relève d'une opération à haut risque ». Aujourd'hui, la valeur du dinar est de 120 dinars. Mebtoul fait état d'un « dérapage d'environ 25/30% depuis une année accentuant le coût des matières premières, des équipements et des biens de consommation importés avec le risque d'une inflation à deux chiffres fin 2016, en cas de baisse du cours des hydrocarbures l'Etat ne pouvant plus subventionner ».

Il existe en Algérie depuis des décennies des distorsions entre le taux de change officiel du dinar et celui sur le marché parallèle. Certaines places du marché parallèle sont devenues de véritables bourses qui agissent comme des amortisseurs du contrôle des changes trop rigide. Mebtoul estime que les transactions sur ce marché avoisinent les trois milliards de dollars par ans. Le commerce de gros informel au niveau de la seule zone du Hamiz, selon certaines sources, brasserait une masse monétaire de plus de 15 milliards des dollars américains an. Dans de telles conditions, l'on peut s'interroger légitimement sur les

dividendes que pourrait engranger le pays d'une totale convertibilité du dinar ; sinon, que de délivrer un message d'une réelle et irréversible option de libéralisme économique, -avec la libre circulation des capitaux et des marchandises- en direction des partenaires étrangers et des institutions financières internationales.

III.2. Pourquoi la dévaluation du dinar?

Les vocables se succèdent : dévaluation, dépréciation, surévaluation...Mais, la réalité est là. Le dinar algérien dégringole face aux autres monnaies. Sur la différence entre une dépréciation et une dévaluation, les responsables de la Banque d'Algérie estiment qu'il est « insensé » de parler de dévaluation du dinar du moment que le taux de change de ce dernier est soumis au régime flottant dirigé. Autrement dit, le régime flottant dirigé ne peut « cohabiter » avec la dévaluation. Aujourd'hui, on ose parler de dévaluation car il y a l'une des raisons les plus convaincantes celle de la baisse des prix de pétrole. En mai 2015, la Banque d'Algérie, a confirmé les faits rappelant que le taux de change du dinar est soumis exclusivement au régime flottant dirigé. Depuis juin 2014, le dinar s'est déprécié, accentuant ses pertes face au dollar suite à la chute de prix de pétrole. Selon les chiffres de la Banque centrale, le taux de change moyen du dinar par rapport au dollar s'établissait à 93,24 DA à la fin mars 2015 contre 77,9 DA une année auparavant. Actuellement il est arrivé à 100 dinars pour 1 dollar. Selon les arguments de la Banque d'Algérie, celle-ci est obligée d'ajuster le taux de change nominal du dinar de façon à ce que le taux de change réel soit à son niveau d'équilibre qui est déterminé par les fondamentaux de l'économie nationale que sont le prix de pétrole, le différentiel de l'inflation et de la productivité entre l'Algérie et ses partenaires étrangers, explique la même source. La Banque d'Algérie devant la baisse des recettes extérieures, cherche l'équilibre entre deux objectifs contradictoires: Freiner les importations et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Aussi, la forte demande provient de la sphère informelle qui contrôle 40% de la masse monétaire en circulation (avec une concentration au profit d'une minorité rentière) et 65% des segments des différents marchés : fruits et légumes, viandes rouges et blanches, poisson, et à travers l'importation utilisant des petits revendeurs le marché du textile et du cuir. L'écart s'explique par le passage du Remdoc au Credoc, le crédit documentaire, expliquant les mesures d'assouplissement en 2013, qui a largement pénalisé les petites et moyennes entreprises représentant plus de 90% du tissu industriel en déclin (5% dans le PIB). Mais aussi, il s'explique par la faiblesse de la production et de la productivité, l'injection de monnaie sans contreparties productives engendrant l'inflation. Le gouvernement qui cherche à "casser la hausse effrénée des achats à l'extérieur" va demander à la Banque d'Algérie de changer de politique sur le dinar qui serait encore "surévalué" malgré une dépréciation de sa valeur enregistrée au cours de l'année 2014. Le but de la manœuvre est de mécaniquement renchérir les biens et les services importés : en effet, un dinar moins fort ne permet plus d'acheter la même quantité de produits. Ainsi, le gouvernement espère réduire la facture des importations et freiner la (sur)consommation des ménages. Mais attention. La baisse du dinar et du pouvoir d'achat des Algériens n'est pas sans effets néfastes. Le risque inflationniste pèse lourdement sur l'économie du pays. D'autant plus que la Banque d'Algérie ne dispose pas du levier des taux d'intérêts directeurs, inopérants, pour réguler l'inflation. Or, cette dernière peut s'avérer être un véritable poison pour l'économie du pays.

Enfin, pourquoi déprécier le dinar ? Nous sommes tous d'accord pour dire que cette décision relève de l'injonction du pouvoir politique pour tenter d'endiguer les effets pervers des récentes augmentations de salaires et leur impact sur la dépense publique et le déficit

budgétaire. Pour le patronat, et c'est légitime, les autorités tentent de freiner les importations. Les chefs d'entreprise craignent des répercussions sur le prix de leurs intrants et la fragilisation de leur compétitivité à l'externe. Pour le secteur informel, une telle mesure réduirait considérablement leur marge de manœuvre spéculative. Enfin, pour les adeptes de l'orthodoxie financière, l'abrogation de la loi sur la monnaie et le crédit rend otage la Banque centrale du pouvoir politique, ce qui explique selon eux les dérives monétaires successives. La controverse est loin d'être terminée.

Conclusion

Il est vrai que pour les importateurs et les consommateurs, un dinar moins faible arrangerait bien leurs affaires. Le calcul du taux de change se fait sur la base de paramètres en relation avec la macroéconomie et les équilibres économiques, voire sociaux. Selon la voix officielle, une réévaluation de la monnaie algérienne générerait inévitablement une tension inflationniste tirée par une évolution de consommation. Mais il s'agit, faut-il le dire, d'un facteur d'équilibre propre à l'Algérie, un pays importateur par excellence. En d'autres termes, une réévaluation du dinar entraînerait la hausse des importations par la consommation interne. Seul l'investissement productif est en mesure de tirer le gouvernement de ce cercle vicieux.

Références bibliographiques :

- 1-Henni A., « Aux origines de la crise financière: Le privilège exorbitant du dollar », L'Humanité du 1-10-2008
- 2-Henni A., « Euro, monnaie commune et marché commun »
- 3-Mebtoul A., « Les impacts de la dévaluation du dinar algérien », Liberté du 16-01-2016
- 4-Mebtoul A., « 175/180 dinars/un euro : l'inquiétant dérapage du dinar algérien sur le marché parallèle », Le Matin Algérie du 20-10-2015
- 5-Titouche A., « Pourquoi la valeur du dinar est si insignifiante La monnaie algérienne très en retrait des devises étrangères », El Watan du 27 - 12 - 2010.